

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2012

INTRODUCTION

Le rapport financier trimestriel a été préparé par la direction tel qu'exigé par l'article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques et selon les modalités prescrites dans la Norme comptable 1.3 du Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le Budget principal des dépenses et avec les rapports trimestriels précédents.

Ce rapport financier trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

POUVOIR, MANDAT ET ACTIVITÉS DE PROGRAMME

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS ou Comité) est un organisme de surveillance externe et indépendant de petite taille qui rend compte au Parlement du Canada des opérations du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS ou Service). Le CSARS a été établi en 1984, au même moment que le SCRS, et tire ses pouvoirs de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* (Loi sur le SCRS).

Le Parlement a autorisé le SCRS à recueillir des renseignements dans le but de protéger la sécurité nationale. Le CSARS veille à ce que ces pouvoirs soient utilisés de manière adéquate et conformément à la loi, de façon à protéger les droits et libertés des Canadiens. Pour ce faire, il examine les opérations passées du Service et enquête sur les plaintes. Il a le pouvoir d'examiner toute l'information concernant les activités du SCRS, peu importe sa nature délicate ou son niveau de classification. Les résultats de ces travaux, réalisés pour protéger la sécurité nationale et la confidentialité des renseignements personnels, sont résumés dans son Rapport annuel au Parlement.

De plus amples renseignements sur les activités de programme du Comité se trouvent à la partie II du Budget principal des dépenses.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2012

MÉTHODE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du ministère accordées par le Parlement et utilisées par le ministère, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses pour l'exercice 2012-2013. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier (sur une base de comptabilisé de caisse) conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la Loi sur la gestion des finances publiques autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à émettre un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

Le ministère utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants
quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2012

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ET CUMULATIFS

État des autorisations

En date du 30 juin 2012, le total des autorisations disponibles pour l'exercice a diminué de 480 k\$ par rapport à celles du même trimestre de 2011-2012.

Selon l'état des autorisations, la diminution nette de 480 k\$ (celles-ci s'élevaient à 3 M\$ en 2011-2012 comparativement à 2,5 M\$ en 2012-2013) est principalement due à une réduction des engagements relatifs aux services professionnels à la Cour fédérale en 2011-2012 qui ne sont pas nécessaires en 2012-2013.

La réduction des dépenses liées aux services professionnels est attribuable au coût moins élevé que prévu de l'embauche d'avocats externes et à la réduction des coûts de déplacement et des dépenses journalières des membres du Comité.

État des dépenses ministérielles budgétaires par article courant

Au 30 juin 2012, les dépenses trimestrielles ainsi que le cumulatif annuel ont été sensiblement les mêmes que l'année précédente.

RISQUES ET INCERTITUDES

Le présent rapport financier trimestriel reflète les résultats obtenus durant l'exercice actuel concernant le Budget principal des dépenses, dont la totalité des crédits a été débloquée le 29 juin 2012. Le Comité n'a pas reçu d'autorisations de financement supplémentaires aux termes du Budget supplémentaire des dépenses A.

Bien qu'on ait annoncé dans le Budget de 2010 que le budget de fonctionnement des ministères serait fixé à son niveau de 2010-2011 pendant les exercices de 2011-2012 et de 2012-2013, le budget de 2011-2012 du Comité a baissé de 6 % ainsi que de 10 % pour l'année financière 2012-2013. Les options de compression sont limitées par la nature du budget du Comité : il est consacré à environ 70 % aux salaires et autres frais connexes.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

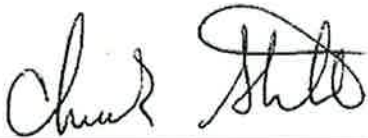
Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2012

CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES

Le 14 juin 2012, l'honorable Charles Strahl, C.P., a été nommé président du CSARS. Par conséquent, le mandat de son prédécesseur, l'honorable Carol Skelton, a pris fin en mai 2012.

Le projet de loi C-38 (*Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable*) a reçu la sanction royale le 29 juin 2012. En vertu de cette loi, certaines responsabilités qui relevaient auparavant de l'inspecteur général du SCRS sont transférées au CSARS.

Le CSARS examine cet élargissement de son mandat en vue de définir les moyens les plus efficaces de remplir ses nouvelles obligations. Sécurité publique Canada transfère deux ETP au CSARS afin que celui-ci puisse s'acquitter de ses nouvelles responsabilités. Ces postes seront dotés le plus rapidement possible après le transfert de fonds.



L'hon. Charles Strahl, c.p.
Président



Susan Pollak
Directrice Exécutive
Dirigeante principale des finances

Ottawa, Canada
29 août 2012

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2012

ÉTAT DES AUTORISATIONS (non vérifié)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2013-2012			Exercice 2011-2012		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2012	Cumulus des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2011	Cumulus des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	2 241	468	468	2 708	447	447
Autorisations législatives budgétaires	293	73	73	305	76	76
Autorisations budgétaires totales	2 534	541	541	3 014	523	523
Autorisations totales	2 534	541	541	3 014	523	523

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2012

TABLE 1: Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié)

	Exercice 2013-2012		Exercice 2011-2012	
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2012	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2011
		Cumulé des crédits utilisés à la fin du trimestre		Cumulé des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:				
Personnel	1 960	427	2 002	436
Transports et communications	133	35	177	26
Information	21	3	29	6
Services professionnels et spéciaux	335	68	708	42
Location	20	2	19	8
Services de réparation et d'entretien	10	1	5	2
Services publics, fournitures et approvisionnements	20	4	24	1
Acquisition de matériel et d'outillage	35	1	40	1
Autres subventions et paiements	-	-	11	1
Dépenses budgétaires brutes totales	2 534	541	3 014	523
Dépenses budgétaires nettes totales	2 534	541	3 014	523

(en milliers de dollars)